

**Crise d'octobre 1970**  
**50 ans après, les crimes de Nixon et de Trudeau père**



**Pierre Elliott Trudeau et Richard Nixon en 1969**

L'anniversaire de la crise d'Octobre est l'occasion de rappeler qu'au début des années 1970, que le premier ministre du Canada Pierre Elliott Trudeau était engagé dans des opérations illégales contre le mouvement indépendantiste semblables à celles que menait le président des États-Unis Richard Nixon contre ses adversaires politiques.

Alors qu'aux États-Unis, les «plombiers du président» étaient d'ex-barbouzes sans statut officiel, ici, les criminels étaient des membres en règle de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) en service commandé.

Le gouvernement Trudeau du Parti Libéral du Canada voulait alors empêcher par tous les moyens la montée en puissance du nationalisme québécois. Une section spéciale

du service de sécurité de la police fédérale était précisément chargée de surveiller et d'infiltrer le Parti québécois (PQ). La raison inventée pour réclamer le ciblage du PQ par la GRC était un prétendu financement secret du parti par la France.

Il était pour le moins cocasse que le leader du Parti libéral du Canada (PLC), qui tirait à l'époque 75% de ses revenus de contributions de multinationales états-uniennes, s'inquiète des sources de financement étrangères du PQ. Notons que malgré des investigations approfondies, la GRC n'a jamais trouvé le moindre fondement à ce bobard.

Les sbires de Trudeau ont eu recours aux mêmes coups fourrés, aux mêmes « dirty tricks » (coups fourrés) que les plombiers de Nixon. Avec les mêmes objectifs: discréditer l'adversaire politique, semer la zizanie, provoquer des luttes internes, des scissions dans les partis et les groupes jugés hostiles à la Maison-Blanche aux États-Unis ou au fédéralisme au Québec.

Ici, on lésinait encore moins sur les moyens qu'à Washington. Non seulement les flics de Trudeau s'adonnaient à de l'écoute illégale et à des cambriolages comme les hommes de Nixon aux États-Unis, mais ils ont aussi eu recours, au Québec, à l'incendie criminel, au vol de dynamite, aux menaces, à l'intimidation, à l'enlèvement et à la séquestration. Et à d'autres crimes qui n'ont jamais encore été révélés. C'est un appel à la délation!

Ici, ce sont les révélations du caporal Robert Samson, de la GRC, qui ont fait éclater le scandale. Samson a été arrêté après qu'une bombe qu'il allait poser chez le propriétaire de la chaîne de marchés d'alimentation Steinberg's lui eut sauté au visage.

Lors de l'enquête du commissaire aux incendies, il déclara sous serment, en parlant de la GRC: «*J'ai déjà fait pire pour la force* ». L'agent secret arrondissait ses fins de mois en accomplissant pour la mafia les mêmes sales boulots qu'il faisait pour la GRC de Trudeau.

Les révélations de Samson allaient entraîner la création, par René Lévesque, de la commission « Keable » pour enquêter sur les crimes de la GRC au Québec. Afin de contrer la commission d'enquête québécoise, Trudeau, de son côté, a mis sur pied la commission « Macdonald ».

À Washington, la Cour suprême a contraint Nixon à remettre aux enquêteurs du Congrès des bandes magnétiques et des documents incriminants. Ici, en bonne chienne de garde du fédéralisme et de Trudeau, la Cour suprême a refusé aux deux commissions d'enquête l'accès aux directives du cabinet fédéral à la GRC dans sa lutte contre l'affirmation nationale du Québec.

Les ordres venaient en effet des plus hautes autorités politiques. Un homme intègre, John Starnes, a été poussé à « démissionner » comme patron des services secrets de la GRC parce qu'il ne voulait pas que ses agents deviennent les exécuteurs des basses œuvres du Parti libéral fédéral.

Des sources m'ont expliqué que Starnes refusait de collaborer avec « *le groupe Vidal* », l'organe de renseignement politique que Marc Lalonde pilotait au sein du Parti libéral du Canada. Lalonde exigeait que la police secrète de l'État travaille avec celle du parti. Exit Starnes. À sa place, Trudeau a nommé le général Michael Dare, chef des services secrets militaires, disposé, lui, à accomplir toutes les sales besognes politiques que Trudeau exigeait de sa police secrète.

Dans le scandale du Watergate, Nixon a dû démissionner dans la disgrâce. Plus de 30 politiciens, conseillers politiques, ex-flics et ex-barbouzes ont été reconnus coupables et condamnés à diverses sanctions pénales. Treize d'entre eux se sont retrouvés derrière les barreaux, dont John Mitchell, l'attorney général (ministre de la Justice) des États-Unis.

Ici, aucun des flics criminels n'a été puni. Au contraire, ils ont obtenu, jusqu'à leur retraite, promotions et récompenses pour services rendus au Parti libéral du Canada.

Et l'instigateur des crimes de la police montée, lui, a eu un aéroport nommé en sa mémoire.

**Source : Normand Lester pour le Journal de Montréal et de Québec de QMI/Québecor Médias de Québecor Inc. Pour Pierre-Karl Péladeau Lundi, 19 octobre 2020**